

LES DROITS NATIONAUX ET DEMOCRATIQUES DES PEUPLES



ANALYSES A LA LUMIERE DU MARXISME LENINISME

I

LE MOUVEMENT LIBERATEUR DES PEUPLES OPPRIMÉS ET LA REVOLUTION PROLETARIENNE

La question des peuples opprimés, telle qu'elle a été traitée par la Troisième Internationale, notamment après la révolution d'Octobre reste d'actualité et depuis aucune autre analyse plus pertinente n'a été proposée. Il est donc important de comprendre, même si cela est un peu long à exposer, comment cette question a été abordée par Lénine et Staline.

D'un point de vue léniniste, la question des mouvements nationaux se pose aux communistes et au prolétariat de la manière suivante.

Lénine indique en 1913¹ :

"1. Le paragraphe de notre programme (sur la libre disposition des nations) ne peut recevoir aucune autre interprétation que celle de la libre disposition politique, c'est-à-dire du droit de se séparer pour former un Etat indépendant.

[...]

3. Comme la social-démocratie reconnaît le droit de toutes les nationalités à la libre disposition, il faut que les sociaux-démocrates :

[...]

(b) exigent que la question de cette séparation soit réglée sur la base exclusive d'un vote de la population du territoire par un scrutin universel, direct, égal et secret ; [...]"

Mais en même temps, il précise :

"4. Le fait que la social-démocratie reconnaît le droit de toutes les nationalités à la libre disposition, ne signifie nullement qu'elle renonce à porter son propre jugement sur l'opportunité pour telle ou telle nation, dans chaque cas particulier, de se séparer en un Etat distinct. Au contraire, les sociaux-démocrates doivent porter un jugement qui leur appartienne en propre, en tenant compte aussi bien des conditions du développement du capitalisme et de l'oppression des prolétaires des diverses nations par la bourgeoisie de toutes nationalités réunies, que des objectifs d'ensemble de la démocratie,

¹ Lénine, Thèses sur la question nationale, juin 1913

et au tout premier chef, des intérêts de la lutte de classe du prolétariat pour le socialisme."

Et il rappelle aussi :

"Nous avons affirmé que ce serait trahir le socialisme que de ne pas appliquer, en régime socialiste, le droit des nations à disposer d'elles-mêmes."

Staline explique à ce sujet²:

*« Il ne s'ensuit pas évidemment [du droit à la libre disposition des nations] que le prolétariat doit soutenir n'importe quel mouvement national. Il doit appuyer ceux qui tendent à l'affaiblissement, au renversement de l'impérialisme et non à son maintien et à sa consolidation. Il arrive que les mouvements nationaux de certains pays opprimés soient en conflit avec les intérêts du mouvement prolétarien. Dans ces cas, il ne saurait être question de les soutenir. **La question des droits d'une nation n'est pas une question isolée, indépendante, mais une partie de la question générale de la révolution prolétarienne (souligné par nous)**. Par suite, elle doit être adaptée, subordonnée à cette dernière. Vers 1850, Marx était pour le mouvement national des Polonais et des Hongrois contre celui des Tchèques et des Slaves du Sud. Pourquoi ? Parce que ces derniers étaient alors des « peuples réactionnaires », des avant-postes de la Russie autocratique en Europe, alors que les Polonais et les Hongrois étaient des « peuples révolutionnaires », luttant contre l'autocratie. Parce que soutenir alors le mouvement national des Tchèques et des Slaves du Sud, c'eût été soutenir indirectement le tsarisme, l'ennemi le plus dangereux du mouvement révolutionnaire en Europe. »*

Ainsi, en résumé, les principaux aspects mis en avant sont les suivants :

- **droit à libre disposition politique (y compris la séparation pour former un Etat indépendant) ; l'affirmation de ce droit n'est pas soumise à restriction ;**
- **exercice de ce droit sur la base de la démocratie bourgeoise (vote de la population du territoire par un scrutin universel, direct, égal et secret) ;**
- **le soutien apporté aux mouvements nationaux par le prolétariat est soumis à la condition qu'il œuvre dans le sens de la lutte de classe pour le socialisme.**

Lénine met l'accent sur le fait qu'il faut envisager le mouvement national des peuples opprimés non pas du point de vue de la démocratie formelle, mais du point de vue de ses résultats effectifs dans la lutte générale contre l'impérialisme ; autrement dit, il faut apprécier ce mouvement « *non pas isolément, mais à l'échelle mondiale* ».

² J. Staline : Des principes du léninisme - 1924

Il écrit³:

« Que nous montre donc cet exemple concret qu'il faut analyser concrètement si l'on veut rester fidèle au marxisme ? Simplement : 1) que l'intérêt de la libération de plusieurs grands et très grands peuples d'Europe est supérieur à celui du mouvement de libération des petites nations ; 2) que la revendication de la démocratie doit être considérée à l'échelle de l'Europe entière - il faut dire aujourd'hui : à l'échelle mondiale - et non pas isolément. »

Avec le plein développement, à l'échelle mondiale, du capitalisme en son stade impérialiste, la portée de la question des mouvements nationaux s'élargit et embrasse différents aspects : minorités nationales, peuples des colonies, et - surtout compte tenu du démembrement ultérieur des empires coloniaux - peuples opprimés en général.

Pour éclairer la solution de la question nationale, le léninisme part des thèses suivantes⁴:

a) Le monde est divisé en deux camps : d'un côté, une infime minorité de nations civilisées détenant la presque totalité du capital financier et exploitant le reste de la population du globe ; de l'autre, les peuples opprimés et exploités des colonies et des pays assujettis, qui forment la majorité de la population ;

b) Les colonies et les pays assujettis et exploités par le capital financier constituent une immense réserve de forces pour l'impérialisme ;

c) Ce n'est que par la lutte révolutionnaire contre l'impérialisme que les peuples opprimés des pays coloniaux et assujettis arriveront à se libérer du joug et de l'exploitation ;

d) Les principaux peuples assujettis sont déjà entrés dans la voie du mouvement libérateur national qui doit infailliblement amener la crise du capitalisme mondial ;

e) Les intérêts du mouvement prolétarien dans les pays avancés et du mouvement national dans les colonies exigent que ces deux mouvements révolutionnaires fassent front unique contre l'ennemi commun, l'impérialisme ;

f) La victoire de la classe ouvrière dans les pays avancés et la libération des peuples opprimés par l'impérialisme sont impossibles sans la formation et la consolidation d'un front révolutionnaire commun ;

g) La formation d'un front révolutionnaire commun n'est possible que si le prolétariat des pays oppresseurs soutient directement et résolument le

³ Lénine, Bilan d'une discussion sur le droit des nations à disposer d'elles-mêmes, juillet 1916

⁴ J. Staline : Des principes du léninisme - 1924

mouvement d'indépendance nationale des peuples opprimés contre l'impérialisme de la métropole, car « un peuple qui en opprime d'autres ne saurait être libre » (Marx)

Cette citation donne une vision d'ensemble d'hier à aujourd'hui. Par exemple, le point d) montre que le mouvement de libération nationale a abouti à la suppression du système colonial. Il a par contre été remplacé par des rapports de néocolonialisme qui dominent aujourd'hui principalement le monde. Ces rapports restent impérialistes car seule la forme de ces rapports s'est transformée.

Lénine dans un rapport lors du 2e congrès de la Troisième Internationale, en 1920, résume sa position sur la question nationale autour de trois points :

« En premier lieu, quelle est l'idée essentielle, fondamentale de nos thèses ? La distinction entre les nations opprimées et les nations qui oppriment. »

Le deuxième fait important, c'est la présence des soviets et l'acharnement de la part de l'impérialisme contre le seul pays construisant le socialisme. **« Si nous perdons cela de vue, nous ne saurons poser correctement aucun question nationale et coloniale, quand bien même il s'agirait du point le plus reculé du monde. »**

« En troisième lieu, je tiens à attirer tout particulièrement l'attention sur la question du mouvement démocratique bourgeois dans les pays arriérés. Cette question, précisément a provoqué certaines divergences. Nous avons discuté pour savoir s'il serait juste ou non, en principe et en théorie, de déclarer que l'Internationale communiste et les partis communistes doivent soutenir le mouvement démocratique bourgeois des pays arriérés ; cette discussion nous a amenés à la **décision unanime de remplacer l'expression mouvement « démocratique bourgeois » par celle de mouvement national-révolutionnaire** (souligné par l'auteur). Il n'y a pas le moindre doute que tout mouvement national ne puisse être que démocratique bourgeois [...] »⁵

Lénine insiste ainsi à nouveau sur le fait que les mouvements nationaux en eux-mêmes - en tant qu'ils revendiquent le droit à la libre disposition - ont un caractère démocratique bourgeois, tandis que le soutien éventuellement apporté à ces mouvements par le mouvement communiste international doit être orienté de sorte qu'ils revêtent un caractère national-révolutionnaire et contribuent à l'avancement de la révolution prolétarienne mondiale.

Cette problématique des rapports entre mouvements à caractère démocratique-bourgeois d'une part, et la lutte du prolétariat pour la révolution socialiste est complexe.

⁵ (Lénine, tome 31, page 247-248, le deuxième congrès l'International Communiste, la commission nationale et coloniale)

Depuis que l'URSS socialiste n'existe plus, les analyses de Lénine, Staline et de l'Internationale communiste sont-elles dépassées ?

La bourgeoisie impérialiste n'a pas cessé de faire pression sur le mouvement révolutionnaire pour le maintenir dans le cadre du système impérialiste. Constatons qu'aujourd'hui l'impérialisme et sa politique hégémonique et coloniale n'a pas disparu. Aucune solution satisfaisante pour les peuples opprimés n'a été trouvée.

« ...il (l'impérialisme- Ndr) ne peut vivre sans exploiter les colonies, sans les maintenir par la force dans le cadre d'un « tout unique » ; il ne peut rapprocher les nations que par des annexions et des extensions coloniales, sans lesquelles il ne saurait se concevoir. » (Staline)

L'impérialisme a changé la forme de sa domination (forme coloniale à néo-coloniale avec une liberté formelle). Cependant, le système impérialiste a accentué sa domination globale : développement d'un quadrillage impérialiste avec une capacité rapide de projection militaire, dépeçage violents d'Etats souverains : Ukraine, Syrie, Irak...

Aujourd'hui l'impérialisme en tant que stade suprême du capitalisme domine l'ensemble de la planète. Son contenu économique et politique n'a pas changé, ni sa nature ainsi que le caractère irréconciliable des conflits inter-impérialistes. Les compromis inter-impérialistes sont toujours porteurs de prochains conflits et cela est la conséquence des lois fondamentales du développement du capitalisme, entre autres du développement inégal des différents pays capitalistes et de la concurrence féroce qu'ils se livrent entre eux.

Dans cette situation, chaque bourgeoisie impérialiste ne peut prévoir l'évolution des contradictions et maîtriser la situation, et ceci même parfois dans son propre camp. On a vu que des forces ou des régimes que les impérialistes ont contribué à créer, peuvent échapper à leur contrôle : l'Irak de Saddam Hussein, Al-Qaïda, Daech...etc.

II

LA LUTTE DU PEUPLE KURDE POUR SES DROITS NATIONAUX

Comment à la lumière de ces éléments, aborder le problème Kurde et sa lutte pour ses droits nationaux aujourd'hui.

Dans ces affrontements inter impérialistes, certaines forces progressistes peuvent trouver des espaces pour s'exprimer et avoir des opportunités pour avancer dans leur lutte pour les droits nationaux et démocratiques. Rojava en est un exemple. Le conflit inter impérialiste au moyen orient a donné une occasion au peuple Kurde. D'un côté, la Syrie n'a plus été en mesure de contrôler des parties de son territoire, de l'autre, les contradictions qui opposent les pays impérialistes et les forces réactionnaires régionales, ont laissé au peuple Kurde une certaine marge de manœuvre à sa lutte pour ses droits nationaux. La lutte au Kurdistan Nord, menée sans interruption depuis plus de 40 ans s'est étendue à toutes les parties du Kurdistan.

il faut bien souligner cependant que sans organisation du peuple Kurde, indépendante de l'impérialisme cela n'aurait pu se produire. Il est possible de profiter des conflits inter impérialistes, mais on ne peut pas simplement compter sur les conflits inter impérialiste pour mener la lutte, ou appuyer un pays impérialiste pour en combattre un autre.

Il n'est pas exclu que demain les impérialistes et les forces réactionnaires régionales (La Turquie, Iran et Syrie) puissent s'entendre sur le dos du peuple Kurde. Aujourd'hui les Etats-Unis s'appuient sur Rojava pour combattre DAECH en Syrie mais ce n'est qu'une situation temporaire, limitée dans le temps.

Au moyen orient, le peuple Kurde, depuis le début de siècle n'a pas cessé sa lutte pour ses droits nationaux. Mais il n'a jamais pu réaliser une unité de toutes les régions du Kurdistan. Voici l'analyse que fait un dirigeant du mouvement de libération du Kurdistan Nord (Coté Turquie), Mustafa Karasu :

« Pourquoi les diverses composantes du mouvement national Kurde sont divisées, qu'il y a lutte entre eux ? Pourquoi les kurdes ont perdu beaucoup de militants à cause de la lutte interne ? Ce n'est pas seulement la division sociale au sein de la société Kurde qui peut expliquer une chose pareille. Cela serait une grave erreur. Evidement dans toutes les nations il y a des conflits entre couches sociales ayant un statut différent dans la structure sociale. Ces conflits de ce type, Marx et Engels les ont caractérisés comme une lutte de classe. Cette analyse même si elle porte une part de vérité n'est pas complète. Il faut ajouter que les conflits au sein du peuple Kurde ont été attisés par des forces extérieures, en raison du statut particulier du

Kurdistan (divise entre quatre pays), ces interventions extérieures n'ont jamais cessées. C'est surtout à partir du siècle dernier que cette réalité a été constaté » (Yeni Ozgür - Politika, 28 septembre 2016)

Pour comprendre cela, retraçons brièvement l'histoire du peuple Kurde. La première grande division du peuple kurde, intervient entre l'empire Ottoman et la Perse en 1648. Ensuite en 1924 nouvelle division entre quatre pays, (Iran, Irak, Syrie et Turquie) par les impérialistes européens (Anglais, Français) qui se partagent le Moyen-Orient. Cette situation n'a pas seulement retardé le développement de l'unité nationale, mais le Kurdistan divisé, est devenu un champ d'intervention et de rivalités entre puissances régionales au moyen orient. Pour cette raison il n'y a pas un seul mouvement de libération kurde. Sans rentrer dans les détails, deux blocs principaux existent.

Un bloc autour de KPD (Parti Démocratique Kurde) en Irak, l'autre autour de PKK et PYD (en Turquie et Syrie).

Depuis des années que le PDK domine Kurdistan sud, notamment la région d'Erbil. En 1979 Le PKK est créé faisant suite comme parti à l'UKO (armée libération du peuple). Le PKK à sa création a été influencé par les thèses marxistes léninistes, mais, il n'a jamais été un véritable parti marxiste-léniniste. A partir de 1990 il s'est donné comme but la libération nationale sans mettre en avant la nécessité de passer par le socialisme.

Comme l'explique Lénine, dans tout mouvement pour les droits nationaux et démocratiques on doit prendre en compte ce qui politiquement affaiblit l'impérialisme et les forces réactionnaires et ne pas s'en tenir à une simple phraséologie « démocratique ». De ce point de vue, si on revient sur la nature de la division de mouvement kurde, il y a deux blocs principaux.

Le plus ancien le KPD (Parti Démocratique du Kurdistan) était implanté dans les quatre parties du Kurdistan. C'est à partir des années 80 que l'influence de KPD a commencé à décliner. A cela, plusieurs raisons :

Premièrement, son caractère féodal et réactionnaire, représentant les intérêts des propriétaires terriens. Il représente les forces les plus arriérées du Kurdistan.

Deuxièmement pour survivre il a toujours cherché un appui et une aide en dehors des forces Kurdes. Il a compté avec les divergences entre les ennemis. Il n'a jamais eu confiance dans le peuple Kurde.

Enfin troisièmement, un facteur qui ne concerne pas seulement le PDK, mais qui concerne tous les mouvements kurdes : le retard du développement du

capitalisme au Kurdistan qui a freiné l'essor du mouvement kurde dans son ensemble.

Ce déclin a conduit à l'émergence, dès les années 80, de plusieurs organisations kurdes : en Irak le PYD, le KOMALA en Iran, le DDKO et par la suite le PKK en Turquie.

Le KPD est l'organisation la plus ancienne ayant enfanté toutes les autres. Evidemment le KPD s'accroche au pouvoir que la réalité lui dénie. Actuellement en Kurdistan sud (Nord d'Iraq), la famille Barzani s'est accaparée du pouvoir par des manœuvres typiquement bourgeoises. Mais sa faiblesse s'est manifesté lors des dernières élections présidentielles où il a été difficilement réélu.

Voilà pourquoi le KPD et Barzani, recherche un soutien à l'extérieur des forces Kurdes, notamment l'appui des Etats Unis et de la Turquie. IL n'arrête pas de menacer d'expulser par la force le PKK qu'il quitte l'Iraq, sans pouvoir mettre sa menace à exécution, le PKK ayant une forte influence au Kurdistan sud.

La région kurde dans le Nord de la Syrie, Rojava est par contre un exemple qui déranger toutes les forces réactionnaires de la région. Elle montre qu'une autre voie que la soumission aux forces réactionnaires, une voie démocratique peut exister.

A partir de l'année 2004-2006 la faiblesse du régime Syrien, permet au nord de la Syrie, le développement d'une nouvelle force originale. On présente souvent faussement cette force comme purement kurde. En fait Rojava, qui a une existence territoriale en 2012, regroupe des forces kurdes, arabes et d'autres ethnies. C'est ce qui explique que jusqu'en 2014, toutes les forces réactionnaires et impérialistes s'attendaient à ce que Rojava ne résiste pas aux contradictions inter-ethniques. Toute l'année 2014, elles ont espéré que Daech allait écraser le mouvement Kurde, notamment à Rojava. Mais la légitimité des revendications des peuples de la région Rojava et la solidarité internationale des forces progressistes, ont enterré ces espoirs réactionnaires.

Rojava est une réalité qui a été créé par les propres forces du peuple kurde et d'autres peuples de la région. Toutes les manœuvres impérialistes n'ont pas réussi jusqu'à aujourd'hui à supprimer l'autonomie de Rojava au nord de la Syrie.

La question kurde ne commence pas ni avec la guerre du golfe ni avec la guerre civile de Syrie. Elle est posée depuis des siècles. Souvent les forces réactionnaires ou impérialistes nient l'existence d'une question Kurde. Les 40 millions de Kurdes n'ont toujours pas leur propre Etat national et sont

divisés en quatre parties. Ils ont subi, et subissent encore la pression, la torture, le massacre jusqu'au génocide.

Evidement certains pays impérialistes comme les USA tentent d'utiliser les forces Kurdes comme chair à canon contre Daech. Mais les Kurdes de Turquie et Syrie, en ont pris conscience et rejettent ces manœuvres grossières. Le peuple Kurde de Rojava et de Turquie se sont engagés à conquérir leur droit nationaux légitimes aux côtés d'autres peuples dans le respect des droits nationaux de chacun et par une solution démocratique. Dans cet esprit, avec leurs propres ressources, elles ont créé à Rojava le régime le plus démocratique du Moyen Orient. Cela toutes les forces réactionnaires ne peuvent le supporter.

Est-ce que les peuples de Rojava pourront résister longtemps face aux deux blocs impérialités, Russie, Iran et Syrie et puissances occidentales Etats-Unis et Turquie (Turquie qui joue dans les deux camps même temps) et toutes les forces monarchiques du moyen orient ? C'est une question que tous les camarades et progressistes se posent.

Bien sûr l'évolution du rapport de forces entre les divers impérialistes et les forces réactionnaires de la région jouera un rôle. Les Etats-Unis pour défendre ses liens historiques avec l'état Turc, une fois réglé ses problèmes avec DAECH, abandonneront le peuple Kurde à son sort. C'est l'hypothèse la plus vraisemblable. Par contre si les conflits inter impérialistes entraînent la Turquie à se rapprocher de la Russie, les Etats-Unis peuvent « défendre » les Kurdes pour maintenir une base économique et surtout militaire dans la région. Mais quelle que soit l'évolution de la situation, même si le peuple Kurde peut profiter des contradictions inter impérialistes, il ne doit compter que sur ses propres forces et la solidarité internationale des peuples.

Dans une réunion du comité anti-guerre à Paris, le 15 janvier 2017, le journaliste et écrivain Ziya Ulusoy, a exposé son analyse de la situation de Rojava et du PYD :

« Il y a une alliance militaire tactique entre le PYD et les USA (qui crée d'ailleurs un problème à la Turquie), alliance tournée contre Daesh et le Front Al-Nosra, qui a succédé à Al-Qaïda. Les deux parties affirment qu'il ne s'agit pas d'une alliance politique. C'est la première fois que les Kurdes de cette région passent une alliance avec les impérialistes US, jugés l'ennemi principal. Ziya rappelle la formule de Lénine : s'allier même provisoirement avec un pays impérialiste, c'est embrasser un ours. Le PYD souhaite conserver cette alliance tant que Daesh menace. Le PYD est bien sûr lié idéologiquement avec le PKK, mais ce n'est pas une branche du PKK. Ce dernier refuse toute alliance avec les USA, même pour combattre le panislamisme ou Assad. Ziya estime que l'on peut comprendre cette situation provisoire, mais à la condition qu'elle soit très provisoire ! »

Aujourd'hui l'absence d'un bloc ou d'un pays socialiste sur lequel pourrait s'appuyer un mouvement démocratique révolutionnaire est à prendre en compte. On ne peut être que d'accord avec Ziya que dans cette situation, ce type alliance peut se produire. Mais comme il le dit « à la condition qu'elle soit très provisoire »

Les solutions envisagées pour le peuple Kurde sont l'autonomie et à échéance plus lointaine, la fédération (Etat autonome dans un Etat indépendant) ou l'indépendance politique du Kurdistan⁶. Aujourd'hui c'est la fédération que revendique Rojava. Nous soutenons cette revendication qui peut être une solution pour tous les peuples de la région. La vraie libération du peuple kurde ne peut être que politique et sociale et passe par la révolution démocratique. La démarche et la pratique du PKK et du PYD va dans ce sens et doit recevoir le soutien des communistes et prolétaires et peuples du monde entier.

Mais il faut rappeler que pour les communistes et le prolétariat révolutionnaire, quelle que soit la conjoncture, est de mettre fin au capitalisme. Dans la révolution démocratique la bourgeoisie nationale ou la petite bourgeoisie s'en tiendra au capitalisme, donc à la domination économique et la soumission à l'impérialisme. Mais les communistes ont toujours considéré que la lutte des peuples qui se sont engagés dans une démarche révolutionnaire-démocratique à caractère anti impérialiste, comme une composante de la lutte pour révolution prolétarienne. Le prolétariat est la seule classe qui peut mener jusqu'au bout la lutte pour les droits nationaux des peuples et surmonter tous les préjugés dressés entre les peuples par le capitalisme. Comme le soulignait Lénine, sa lutte pour le socialisme ne saurait être menée à bien sans gagner la confiance de tous les opprimés par le capitalisme.

La bourgeoisie impérialiste a depuis longtemps jeté le drapeau de la liberté et de l'égalité de tous les peuples au fond d'océan, et c'est le prolétariat qui peut seul brandir ce drapeau, avec la perspective de mettre fin à la division de la société en classes sociales aux intérêts opposés et en abolissant le salariat.

Vive la fédération de Rojava !

⁶ La théorie que nous considérons comme erronée du PKK et d'Ocalan de la nation démocratique comme un alternative à l'Etat nation sera abordée ultérieurement.

III

Réponses théoriques aux objections réticences sur la lutte du peuple et des autres peuples du nord de la Syrie.

Dans le mouvement qui se réclame de la lutte anti-impérialiste, le soutien à la lutte de libération nationale et démocratique du peuple kurde et des autres peuples (arabes, turkmènes, syriaques...) du nord de la Syrie (Rojava), n'est pas acquis. Pire, il est considéré par certains comme un instrument de l'impérialisme occidental conduit par les USA, contre un camp opposé, prétendument anti-impérialiste, dirigé par la Russie dévouée, elle, au soutien à l'Etat bourgeois nationaliste arabe syrien dirigé par Bachar el Assad. Pour ces prétendus anti-impérialistes, pas question de soutenir la lutte nationale révolutionnaire du peuple kurde et la lutte démocratique des autres peuples de la Syrie du nord (Rojava). Pour eux, cette lutte affaiblit Bachar el Assad et fait donc le jeu des impérialistes américains et européens. Il faut donc soutenir Assad et ses parrains russes et rejeter la lutte du peuple kurde et des autres peuples de Syrie du nord (Rojava) au nom de la lutte contre l'impérialisme en général, sans considérer le rôle de l'impérialisme russe et la nature de son « soutien » à Bachar el Assad.

Pour corriger cette défaillance politique du mouvement « anti-impérialiste », le ROCML apporte ici quelques éléments théoriques capables d'éclairer cette question du nécessaire soutien à la lutte nationale du nationale kurde unie à la lutte démocratique des autres peuples locaux de la Syrie du nord (Rojava).

Pour répondre à l'objection que la lutte nationale du peuple kurde pourrait être utilisée par l'impérialisme occidental (USA, France, Allemagne...), que cette lutte remet en cause les frontières et qu'il affaiblit l'Etat syrien, voilà ce qu'écrivait Lénine dans LA REVOLUTION SOCIALISTE ET LE DROIT DES NATIONS A DISPOSER D'ELLES-MÊMES. Janvier-Février 1916 :

« Le prolétariat des nations oppressives ne peut se contenter de phrases générales, stéréotypées, rabâchées par tous les bourgeois pacifistes, contre les annexions et pour l'égalité en droits des nations en général. Il ne peut passer sous silence le problème, particulièrement « désagréable » pour la bourgeoisie impérialiste, des frontières des Etats fondés sur l'oppression nationale. Il ne peut pas ne pas lutter contre le maintien par la force des nations opprimées dans les frontières de ces Etats ; autrement dit, il doit lutter pour le

droit à l'autodétermination. Il doit revendiquer la liberté de séparation politique pour les colonies et les nations opprimées par « sa » nation. Sinon, l'internationalisme du prolétariat demeure vide de sens et verbal ; ni la confiance, ni la solidarité de classe entre les ouvriers de la nation opprimée et de celle qui opprime ne sont possibles... »

Plus loin Lénine ajoutait :

« Le fait que la lutte contre une puissance impérialiste pour la liberté nationale peut, dans certaines conditions, être exploitée par une autre « grande » puissance dans ses propres buts également impérialistes, ne peut plus obliger la social-démocratie à renoncer au droits des nations à disposer d'elles-mêmes, que les multiples exemples d'utilisation par la bourgeoisie des mots d'ordre républicains dans un but de duperie politique et de pillage financier, par exemple dans les pays latins, ne peuvent obliger les sociaux-démocrates à renier leur républicanisme. »

Il précisait ensuite à l'adresse des unitaristes :

« C'est du point de vue des intérêts révolutionnaires des ouvriers anglais que Marx réclamait en 1869, la séparation de l'Irlande d'avec l'Angleterre. Et il ajoutait : « Dût-on, après la séparation, aboutir à la fédération... »

Enfin, pour répondre à l'argument qui prétend que dans les conflits inter-impérialistes qui opposent la Russie et la Chine aux impérialismes occidentaux, il convient de soutenir la Russie et la Chine par ce qu'ils défendent des pays « amis » convoités et agressés par les impérialismes occidentaux, la position de Lénine est également édifiante : Le prolétariat ne doit soutenir aucun impérialisme, qu'il soit agressif ou pas, qu'il soit dominant ou qu'il aspire à dominer.

« L'un des pays possède, disons, les trois quarts de l'Afrique et l'autre, le quart. Le contenu objectif de leur guerre est un nouveau partage de l'Afrique. Quel est le pays dont il faut souhaiter le succès ? Posée sous la forme première, cette question est absurde ... Ce n'est pas l'affaire de la démocratie moderne d'aider le premier pays à affermir son « droit » sur les trois quarts de l'Afrique, ni d'aider le second à s'approprier ces trois quarts (même si son évolution économique est plus rapide que celle du premier) ⁷»

⁷ Lénine, SOUS UN PAVILLON ETRANGER, rédigé au plus tôt en février 1915 et paru pour la première fois en 1917.

Pour terminer, et pour clouer le bec de ceux qui répètent que ce qui définit un pays impérialiste, c'est son agressivité militaire (sous-entendu que la Russie et la Chine ne sont pas des Etats agressifs), Lénine a également répondu dans son ouvrage capital L'IMPERIALISME, STADE SUPRÊME DU CAPITALISME :

« Si les capitalistes se partagent le monde, ce n'est pas en raison de leur scélératesse particulière, mais parce que le degré de concentration déjà atteint les oblige à s'engager dans cette voie afin de réaliser des bénéfices ; et ils le partagent « proportionnellement » aux capitaux », « selon les forces de chacun », car il ne saurait y avoir d'autre mode de partage en régime de production de marchandises et de capitalisme. Or, les forces changent avec le développement économique et politique ; pour l'intelligence des événements, il faut savoir quels problèmes sont résolus par le changement du rapport des forces ; quant à savoir si ces changements sont « purement » économiques ou extra-économiques (par exemple militaires), c'est là une question secondaire qui ne peut modifier en rien le point de vue fondamental sur l'époque moderne du capitalisme. Substituer à la question du contenu des luttes et des transactions entre groupements capitalistes la question de la forme de ces transactions (aujourd'hui pacifique, demain non pacifique, après-demain de nouveau non pacifique), c'est s'abaisser au niveau du sophiste. »

Loin d'être un recueil de dogmes, l'œuvre de Lénine est toujours un guide vivant qui permet de s'orienter dans les situations complexes créées par les contradictions du système multipolaire impérialiste actuel.

IV ANNEXES :

EXTRAIT DU PROGRAMME DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE ADOPTE A SON 6E CONGRES EN 1928

« La révolution prolétarienne internationale résulte de procès divers et non simultanés : révolutions prolétariennes proprement dites; révolutions du type démocratique-bourgeois se transformant en révolutions prolétariennes; guerres d'émancipation nationale, révolutions coloniales. Ce n'est qu'en fin de compte que le procès révolutionnaire aboutit à la dictature mondiale du prolétariat.

L'inégalité du développement capitaliste, accentuée dans la période impérialiste, cause la diversité des types de capitalisme de maturité inégale dans les divers pays et les conditions variées et spécifiques du procès révolutionnaire. Ces circonstances rendent historiquement inévitable la diversité des voies et de l'allure de la conquête du pouvoir par le prolétariat ; elles rendent nécessaires dans divers pays certaines étapes transitoires vers la dictature du prolétariat et la diversité des formes du socialisme en voie de construction.

La diversité des conditions et des voies qui conduisent à la dictature du prolétariat dans les différents pays peut être schématiquement réduite à trois types principaux.

Pays du capitalisme hautement développé (États Unis, Allemagne, Angleterre, etc.) possédant de puissantes forces productives, une production fortement centralisée où la petite économie n'a qu'une importance relativement faible, jouissant d'un régime politique de démocratie bourgeoise formé depuis longtemps. Dans ces pays, le passage direct à la dictature du prolétariat est la principale revendication politique du programme. Dans le domaine économique, les points essentiels sont : l'expropriation de toute la grande production, l'organisation d'un grand nombre d'entreprises agricoles soviétiques d'État, et, inversement, la remise d'une partie relativement faible des terres aux paysans ; l'étendue relativement restreinte des rapports économiques spontanés du marché; l'allure rapide de l'évolution socialiste en général et de la collectivisation de l'économie paysanne en particulier.

Pays d'un développement capitaliste moyen (Espagne, Portugal, Pologne, Hongrie, Balkans, etc.) qui conservent des vestiges assez importants du régime semi féodal dans l'agriculture, possèdent cependant un certain minimum de conditions matérielles indispensables à l'édification socialiste mais n'ont pas encore achevé leur transformation démocratique-bourgeoise. Dans certains de ces pays, une transformation plus ou moins rapide de la révolution démocratique-bourgeoise en révolution socialiste est possible ; dans d'autres, sont possibles divers types de révolutions prolétariennes ayant, cependant, à accomplir des tâches de caractère bourgeois-démocratique d'une grande ampleur. Ici, la dictature du prolétariat peut donc ne pas s'établir d'emblée; elle s'institue au cours de la transformation de la dictature démocratique du prolétariat et des paysans en dictature socialiste du prolétariat; quand la révolution revêt immédiatement un caractère prolétarien, elle suppose la direction, par le prolétariat, d'un large mouvement paysan-agraire; la révolution agraire y joue, en général, un très grand rôle, parfois décisif; au cours de l'expropriation de la grande propriété foncière, une grande partie des terres confisquées est mise à la disposition des paysans; les rapports économiques du marché conservent une grande importance au lendemain de la victoire du prolétariat; amener les paysans à la coopération puis les grouper dans des associations de production est une des tâches les plus importantes de l'édification socialiste. L'allure de cette édification est relativement lente.

Pays coloniaux et semi coloniaux (Chine, Indes, etc.) et pays dépendants (Argentine, Brésil et autres) possédant un embryon d'industrie, parfois même une industrie développée, insuffisante toutefois dans la majorité des cas pour l'édification indépendante du socialisme; pays où prédominent les rapports sociaux du moyen âge féodal ou le "mode asiatique de production" tant dans la vie économique que dans sa superstructure politique; pays enfin, où les principales entreprises industrielles, commerciales, bancaires, les principaux moyens de transports, les plus grands domaines, les plus grandes plantations, etc., sont aux mains de groupes impérialistes étrangers. La lutte contre le féodalisme et contre les formes précapitalistes de l'exploitation et la révolution agraire poursuivie avec esprit de suite, d'une part ; la lutte contre l'impérialisme étranger, pour l'indépendance nationale, d'autre part, ont ici une importance primordiale. Le passage à la dictature du prolétariat n'est possible dans ces pays, en règle générale, que par une série d'étapes préparatoires, par toute une période de transformations de la révolution bourgeoise-démocratique en révolution socialiste ; le succès de l'édification socialiste y est, dans la plupart des cas, conditionné par l'appui direct des pays de dictature prolétarienne.

Dans les pays encore plus arriérés (dans certaine partie de l'Afrique, par exemple), où il n'y a pas ou presque pas d'ouvriers salariés, où la majorité des populations vit en tribus, où subsistent encore les formes primitives de

l'organisation sociale, où la bourgeoisie nationale fait presque défaut, où l'impérialisme étranger joue, avant tout, le rôle d'un occupant militaire qui s'empare des terres, la lutte pour l'émancipation nationale est au premier plan. Le soulèvement national et sa victoire peuvent ouvrir ici la voie à une évolution vers le socialisme sans passer par le stade du capitalisme, si une aide effective et puissante leur est apportée par les pays de dictature prolétarienne.

Ainsi, à l'époque où la conquête du pouvoir par le prolétariat est à l'ordre du jour dans les pays capitalistes avancés, où la dictature du prolétariat existe déjà dans l'U.R.S.S. et constitue un facteur d'importance mondiale, les mouvements de libération des pays coloniaux et semi coloniaux, suscités par la pénétration du capitalisme mondial, peuvent aboutir, malgré l'insuffisante maturité des rapports sociaux de ces pays considérés isolément, à leur développement socialiste grâce à l'aide et à l'appui de la dictature du prolétariat et du mouvement prolétarien international en général. »

Table des matières

I Le mouvement libérateur des peuples opprimés et la révolution prolétarienne.....	1
II La lutte du peuple kurde pour ses droits nationaux.....	7
III Réponses théoriques aux objections réticences sur la lutte du peuple et des autres peuples du nord de la Syrie.....	13
IV Annexes :	17
extrait du programme de l'Internationale communiste adopté à son 6e Congrès en 1928.....	17



Rassemblement Organisé des Communistes Marxistes Léninistes

www.rocml.org

roc.ml@laposte.net